

Un anesthésiste-réanimateur italien tire la sonnette d'alarme face à la crise sanitaire liée au coronavirus

AU BORD DE LA RUPTURE

« ARIEL DUMONT, ROME

Coronavirus » L'Italie vient de franchir la barre des 5000 morts et des 54 000 cas déclarés dont plus de 3000 placés en soins intensifs depuis le début de l'épidémie. Trop pour le gouvernement qui a durci les mesures d'isolement étendues depuis treize jours à l'ensemble du pays. Les activités de production «non essentielles» sont interrompues jusqu'au 3 avril prochain (voir encadré).

Dans le nord de la péninsule, foyer de l'épidémie, les médecins sont au bord de la rupture et le système de santé quasiment saturé, déclare le professeur Alessandro Vergallo, anesthésiste-réanimateur et président de l'AAROI-EMAC, l'association syndicale des anesthésistes-réanimateurs qui représente 10 000 spécialistes.



«Dans le sud de l'Italie, les structures hospitalières ne sont pas en mesure d'affronter une situation de crise»

Alessandro Vergallo:

Dans quelles conditions travaille le personnel soignant en première ligne?

Alessandro Vergallo: Mes confrères sont quasiment au bord de la rupture en termes de rythme et de conditions de travail. En Lombardie, le nombre de lits en réanimation gérés par les anesthésistes-réanimateurs a été doublé depuis le début de la crise. En temps normal, les lits ne sont pas tous occupés. Avec le nombre croissant de patients placés en soins intensifs et l'augmentation des lits, la charge de travail des anesthésistes-réanimateurs a augmenté de 80%. Par ailleurs, la peur d'une pénurie des équipements de protection, comme les masques et les combinaisons, contribue à la déstabilisation psychologique des réanimateurs car ils sont exposés au quotidien au risque de contamination biologique.

Durant les derniers jours, la question du triage des patients a suscité de nombreuses réactions...

Il ne s'agit pas de choisir qui va vivre et qui va mourir. Les anes-



La charge de travail des anesthésistes-réanimateurs a augmenté de 80% en Italie. Keystone

thésistes-réanimateurs n'ont abandonné aucun patient. Mais il est certain que le manque de lits a un impact sur l'hospitalisation des patients moins graves qui sont placés dans d'autres structures et dans d'autres départements hospitaliers. Tout est une question de priorité en situation d'exception. Depuis le début de l'épidémie, des confrères et des paramédicaux sont morts dans les tranchées hospitalières après avoir été contaminés justement parce

que nous voulons sauver le plus de vies possible. Ne semons pas le doute.

Quel est l'âge moyen des patients placés en soins intensifs?

La moyenne d'âge est autour des 66 ans mais celle des patients décédés concerne surtout les tranches d'âge situées entre 55 et 75 ans. C'est la démonstration que la thèse développée par plusieurs «experts», selon laquelle seules les personnes de

plus de 70 ans étaient à risque, n'était pas correcte.

Comment expliquez-vous le bilan effroyable en termes de morts et de contaminations?

Ce bilan pourrait s'expliquer par le fait que le gouvernement n'a pas adopté de mesures de prévention sérieuses avant la détection des premiers cas de contamination en Italie, ce qui aurait dû être fait sur la base des travaux effectués par les experts rattachés à la cellule de

crise de l'Institut supérieur de la santé (ISS). Les premières mesures de confinement, largement insuffisantes, ont été mises en place le 21 février, plusieurs jours après la découverte des premiers cas. Elles n'ont été renforcées que le 10 mars. Le nombre très important de décès par rapport au nombre de cas détectés est peut-être également lié au fait qu'on teste seulement les patients hospitalisés, donc les cas les plus graves.

Le nombre de malades serait donc loin de la réalité...

Effectivement. La communauté médicale et l'opinion publique craignent désormais que le nombre de personnes qui ont été en contact avec le virus soit nettement plus élevé que celui des personnes testées et qu'il risque d'augmenter malgré les mesures de restrictions sociales. Les données publiées chaque jour par la protection civile sur le nombre de décès font aussi état des autres pathologies dont souffraient certains patients avant de mourir. Cela ne nous aide pas à comprendre les raisons de la propagation importante de l'épidémie.

Quel portrait brosez-vous du système hospitalier menacé d'effondrement avec cette crise sanitaire?

Dans le Sud, les structures hospitalières ne sont pas en mesure d'affronter une situation de crise. Plus qu'ailleurs, elles sont insuffisantes en moyens techniques, en centres de soins et en main-d'œuvre. En revanche, ces provinces du Sud ont eu plus de temps pour s'organiser, puisque la progression du virus est plus lente dans cette partie du pays. Par conséquent, le pic pourrait être moins élevé que prévu. A cela s'ajoute ce qui a été fait dans le Nord. L'épidémie y étant particulièrement virulente, des protocoles de soins ciblés ont été mis en place. Tous ces éléments pourraient aider le système sanitaire du sud de l'Italie à tenir le choc, mais aussi les autres pays touchés par la crise du Covid-19. »

L'ITALIE EN COMA ARTIFICIEL

Le premier ministre italien Giuseppe Conte a annoncé l'arrêt de «toute activité de production sur le territoire, qui ne serait pas strictement nécessaire».

Au douzième jour des premières mesures de confinement appliquées à tout le pays et à la suite de l'annonce de près de 800 morts supplémentaires en une seule journée, l'économie italienne a été plongée samedi soir, en coma artificiel. Le président du Conseil Giuseppe Conte a en effet annoncé, la cessation, jusqu'au 3 avril, de «toute activité de production sur le territoire, qui ne serait strictement nécessaire». Ne seront maintenus que les services publics et les secteurs économiques essentiels.

Ces mesures «sont sévères, je le sais. Mais nous n'avons pas d'alternative», a martelé le chef du gouvernement sous la pression des présidents des régions du nord du pays qui avaient quelques heures plus tôt pris de manière autonome des restrictions. En Lombardie, les autorités ont ainsi détaillé toute une série de nouvelles mesures allant de l'interdiction des marchés non couverts aux rassemblements de plus

de deux personnes (les contrevenants risquent une amende de 5000 euros) jusqu'à l'obligation faite aux propriétaires de chiens de sortir seuls et à 200 mètres maximum de leur domicile.

5000 euros

L'amende pour le non-respect de l'interdiction des réunions de plus de deux personnes.

Ces ordonnances extraordinaires ont été adoptées alors que la Lombardie est un véritable champ de bataille avec près de 3500 morts recensés (361 dans la seule journée d'hier) principalement dans les villes de Bergame et Brescia. Dans la Valseriana, une vallée située dans la province de Bergame, le nombre de morts est sept fois plus élevé qu'au mois de mars 2019. Le président de l'association des maires italiens a demandé à ce que les ambulances n'utilisent plus leurs sirènes car dans cer-

taines villes désertes et inanimées, c'est le seul bruit angoissant qu'entendent les habitants...

Pour l'heure, les experts ne sont pas en mesure de pronostiquer à quelle date le confinement commencera à produire ses effets. Les autorités sanitaires notent toutefois que plus de 7000 personnes sur 60 000 cas ont guéri et que dans la province de Lodi qui a été mise en quarantaine dès le 21 février, le nombre de personnes contaminées est en très nette diminution. Mattia, le patient numéro 1 de Codogno est même rentré chez lui.

Une partie de la presse commence toutefois à s'interroger sur la stratégie du pouvoir. «Il faut se demander si la tactique anti-virus peut être améliorée en prenant exemple sur qui, à l'instar de la Corée du Sud, a eu recours à une combinaison entre davantage de tests et une technologie intrusive pour surveiller les contaminés», avance le quotidien *La Stampa* qui révèle que le gouvernement aurait pris contact avec Séoul pour envisager d'autres solutions. »

ERIC JOZSEF, ROME, ©LIBÉRATION